

KEOHANE, Robert O. et Helen V. MILNER (dir.).
Internationalization and Domestic Politics. Cambridge, MA,
Cambridge University Press, 1996, x-308p.

Erick Duchesne

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXIe siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703890ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703890ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duchesne, E. (1998). Compte rendu de [KEOHANE, Robert O. et Helen V. MILNER (dir.). *Internationalization and Domestic Politics*. Cambridge, MA, Cambridge University Press, 1996, x-308p.] *Études internationales*, 29(2), 488-490. <https://doi.org/10.7202/703890ar>

ble atténuation de l'enthousiasme pour l'idée humanitaire qui peut s'expliquer par la crise de confiance que subit l'appareil onusien alors que l'ONU continue à être perçue comme étant le cadre idéal dans lequel devront s'effectuer à l'avenir les interventions militaires.

Cet ouvrage fournit une réflexion stimulante sur un aspect important de la politique internationale des années 90.

Bernard LABATUT

*Centre d'Études et de Recherches sur l'Armée
(CERSA)
Institut d'Études Politiques, Toulouse*

Internationalization and Domestic Politics.

*KEOHANE, Robert O. et Helen V. MILNER
(dir.). Cambridge, MA, Cambridge
University Press, 1996, x-308p.*

Au moment où le président américain se voit refuser par le Congrès le droit de négocier des ententes économiques internationales selon le mécanisme de la « voie rapide » (Fast-Track Authority), ce livre arrive à point. Ce recueil collectif illumine aussi d'autres événements récents : la crise financière asiatique qui ébranle les marchés mondiaux, la signature d'un accord multilatéral concernant la libéralisation des marchés financiers internationaux, et la décision de l'Union européenne de tendre les bras vers un bon nombre de pays de l'Europe de l'Est. Tous ces événements mettent en relief l'impact de l'internationalisation des marchés économiques sur la politique interne des États. C'est là le thème principal du volume édité par Keohane et Milner.

La principale thèse poursuivie par les auteurs stipule qu'il n'est plus possible de comprendre les événements politiques qui se déroulent au sein des États, sans une compréhension de la nature des liens entre les économies nationales et l'économie mondiale. Cet ouvrage accentue donc les effets de l'internationalisation des marchés nationaux sur la politique interne des États. L'internationalisation des marchés fait référence à la réduction exogène des coûts internationaux de transactions. Pour leur part, les coûts internationaux de transaction sont calculés empiriquement selon la croissance de la proportion des flux économiques internationaux en comparaison des flux internes. Les auteurs font ainsi l'étude des effets de cette réduction des coûts de transactions sur les préférences politiques des agents socio-économiques et politiques au sein de divers pays. Selon eux, c'est à travers l'examen des changements de préférences politiques de ces agents que l'on peut mieux comprendre l'impact de l'internationalisation des marchés économiques nationaux sur les décisions politiques au sein des institutions nationales.

À la suite de l'introduction de l'ouvrage par Keohane et Milner, les deux chapitres suivants offrent un regard théorique sur les principaux thèmes du volume. Jeffrey Frieden et Ronald Rogowski soutiennent que l'internationalisation affecte, d'une façon prévisible, les préférences politiques des acteurs au sein des États. Ceux-ci prennent position selon leurs intérêts économiques. Puisque la réduction croissante des coûts internationaux de transactions affectent le nombre de secteurs d'une économie

nationale ouverts aux forces des marchés internationaux, l'internationalisation accroît la sensibilité des marchés nationaux aux tendances et chocs des marchés mondiaux. Ainsi les prix relatifs des biens de production nationale sont affectés et ceux-ci ont des implications certaines sur le niveau de croissance et la distribution des revenus. En conséquence, les acteurs socio-économiques qui profitent des retombées de l'internationalisation des marchés internes font pression sur les institutions politiques pour une plus grande ouverture sur les marchés internationaux, alors que ceux qui se retrouvent désavantagés par ces changements font des demandes qui restreignent l'ouverture de leur économie nationale au reste du monde.

Cependant, l'internationalisation affecte différemment les institutions et les politiques de différents pays : le contexte institutionnel au sein de chacun des ces États conditionne les prises de position des groupes d'intérêt et politiciens. En indiquant que les institutions politiques peuvent offrir un contrepoids aux effets de l'internationalisation, Geoffrey Garrett et Peter Lange (chapitre 3) démontrent comment préférences, directives politiques et institutions sont associées l'une à l'autre. Garrett et Lange suggèrent, à l'aide d'un modèle qu'ils présentent et défendent avec grande précision, que les régimes non démocratiques devraient réagir plus sporadiquement aux effets de l'internationalisation des marchés nationaux que les régimes démocratiques. Ils ajoutent que les variations de sensibilité des régimes démocratiques à la réduction des coûts de transactions sont dues à la force des syndicats, aux

règles électorales, au nombre d'acteurs jouissant d'un veto, et au niveau d'indépendance d'institutions politiques névralgiques telles que les banques centrales.

Les propositions énoncées dans les trois premiers chapitres sont testées dans les six chapitres suivants. Les chapitres 4 à 6, écrits par Geoffrey Garrett, Jeffry Frieden, et Frances Rosenbluth traitent respectivement des cas de l'Europe, des États-Unis, et du Japon. Aux chapitres 7 et 8, Matthew Evangelista et Susan Shirk se penchent sur l'impact de l'internationalisation au sein de pays dirigistes tels que l'ex-Union soviétique et la Chine. Finalement, Sylvia Maxfield et Stephan Haggard analysent dans le neuvième chapitre les effets de l'internationalisation sur les pays en voie de développement.

Tous les chapitres empiriques semblent confirmer que l'ouverture des marchés nationaux sur le reste du monde affecte la nature des coalitions politiques nationales en faveur des dirigeants d'industries déterminés à poursuivre la voie de la mondialisation. En contrepartie, la section théorique de ce volume propose que l'internationalisation des marchés nationaux est susceptible de mener à de graves crises politiques internes. La plupart des études de cas confirment cette hypothèse. Tous les pays étudiés, à l'exception de la Chine, ont connu, à différents niveaux, des crises politiques reliées aux changements économiques entraînés par les pressions internationales. Enfin, les études de cas supportent l'affirmation que l'internationalisation des marchés internes mine l'efficacité des gouvernements nationaux à décider d'une fa-

çon indépendante de leurs politiques macroéconomiques. En d'autres mots, parfois même sans pression de la part de groupes sociaux en faveur d'une ouverture sur les marchés nationaux (comme c'est le cas dans les pays dirigistes), les forces de l'internationalisation érodent la capacité des gouvernements nationaux de décider de leur politiques économiques d'une façon souveraine.

Une des principales critiques dirigées à l'endroit des ouvrages collectifs est un manque de cohésion entre les chapitres théoriques et les chapitres empiriques. Ce volume ne souffre pas de cette lacune. Keohane et Milner ont su s'associer à une brochette impressionnante d'auteurs qui ont évalué d'une manière limpide les principales propositions avancées dans le chapitre introductif. Aucun cours gradué affecté à l'étude de l'économie politique internationale ne saura se passer de cet ouvrage collectif de très haute qualité.

Erick DUCHESNE

*Assistant professeur invité,
SUNY-Buffalo, États-Unis*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Échanges et finance internationale – Les enjeux.

ARVISENET, Philippe d' et
Jean-Pierre PETIT. Paris, *La Revue
Banque Éditeur*, 1996, 575 p.

Rédigé par deux responsables financiers, cet ouvrage volumineux, tout en fournissant les schémas théoriques de base indispensables pour un non-initié, s'adresse aussi au spécialiste intéressé par les controverses qui animent les débats sur l'évolution

de l'économie mondiale. Également enseignants à l'Université de Paris II et à l'Institut d'Études Politiques de Paris, Philippe d'Arvisenet et Jean-Pierre Petit ont su exploiter, au profit du lecteur, leur double qualité de théoricien et de praticien de l'économie. L'alliance entre la théorie et la pratique apparaît tant au niveau de l'architecture générale de l'ouvrage, qu'au niveau du traitement des thèmes abordés. « La scène économique internationale » analysée dans la première partie, à travers les principales tendances et la problématique de la mondialisation, est suivie par une deuxième partie sur « le cadre statique et théorique des échanges internationaux ».

Dans la première partie, avant d'aborder la problématique de la mondialisation, les auteurs font part de leurs observations sur les thèmes comme le partage du revenu mondial, le sous-développement, la transition en Europe de l'Est et les principales tendances dans les pays industrialisés. La crise pétrolière de 1973 qui a rompu les « trente glorieuses » n'est que le détonateur d'une crise qui est encore plus profonde. À côté de la rupture énergétique, la décennie soixante-dix est marquée, selon les auteurs, par deux autres ruptures. Tout d'abord, la rupture monétaire avec l'abandon du système de Bretton Woods qui avait assuré la stabilité du système monétaire international. Ensuite, la rupture industrielle caractérisée d'une part, par la troisième révolution industrielle et d'autre part, par la nouvelle donne dans la division internationale du travail apparue avec l'émergence des nouveaux pays industrialisés. Après le